

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOVEES

Route du Glaserswoerth
PK 300
67000 Strasbourg

Code AIOT : 0006700673

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement SOVEES implanté Route du Glaserswoerth PK 300 - 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOVEES
- Route du Glaserswoerth PK 300 - 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700673
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La filière de traitement des boues de la station d'épuration de Strasbourg relève de la réglementation des installations classées. Les enjeux environnementaux majeurs de cette filière résident dans la bonne exploitation du four à lit fluidisé d'incinération des boues.

L'arrêté préfectoral réglementant l'établissement a été mis à jour le 08/01/2020 et complété le 18/05/2021 pour le traitement (déshydratation et incinération) des boues provenant de la société Alsace Lait à Hoerdt. L'activité d'incinération est également soumise aux dispositions des arrêtés ministériels :

- du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	QAL 3	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 1er	Sans objet
2	Remplacement du four	Code de l'environnement du 05/03/2026, article R 181-46	Sans objet
3	Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendue en salle de contrôle et sur le chantier du nouveau four

La procédure QAL 3 est désormais bien suivie pour tous les appareils de mesure en continu et paramètres. Les documents présentés en visite en attestent.

Observations, questions :

La transition entre l'ancien et le nouveau four supposera des transferts de boues, a priori en centre de compostage, qui est la filière couramment utilisée lorsque le four est indisponible. L'inspection invite l'exploitant à inclure la teneur en PFAS des boues dans les critères de leur orientation. Ceci concerne aussi les ré-orientations qui interviendraient avant la transition d'un four à l'autre. Les résultats commentés des mesures et des décisions d'orientation prises seront transmises à l'inspection des installations classées. Cf. la fiche de constats n° 2, pour davantage de précisions.

L'inspection demande que lors des prochains prélèvements sur jauges OWEN (en 2027 et ensuite), les mêmes points que ceux de la surveillance sur lichens soient surveillés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : QAL 3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 1er
Thèmes : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : « Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique. Ces appareils sont conçus de façon à répondre aux exigences de performance des normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au journal officiel relatif aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences. L'exploitant applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et <u>QAL3</u>) et

une vérification annuelle (AST). »

NB : les normes en question sont précisées à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 2, 2.2.2 : "... Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181."

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/02/2025 de respecter cette prescription.

Incidemment : article 27 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 : «27 L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification, par un organisme compétent. »

Constats :

La situation est régularisée pour ce qui est de la procédure QAL3 (appareil « multigaz » redondant , analyseur de mercure, analyseurs des poussières, oxygène de l'appareil « multigaz » titulaire). En salle de contrôle, même si des différences ont pu être observées à l'écran entre l'appareil titulaire et l'appareil redondant, qui ne sont pas de la même génération, elles restaient modérés.

Le remplacement du four s'accompagnera en 2027 de celui de tous les analyseurs et de celui de l'appareil de prélèvement en continu en vue des mesures « semi-continues » de dioxines. L'inspection a vérifié sur site que les opérations annuelles de maintenance et de vérification de la performance correcte de ce dernier appareil, actuellement en place, avaient bien été réalisés en 2025.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Remplacement du four

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/03/2026, article R 181-46

Thèmes : Risques chroniques, boues, air

Prescription contrôlée :

Le remplacement du four d'incinération à lit fluidisé, qui est exploité depuis plus de 40 ans, a été considéré en 2024 comme une modification non-substantielle des installations de la filière de traitement des boues de la station d'épuration.

Constats :

Le chantier du nouveau four et des nouvelles installations de traitement des fumées a été visité. Il est prévu que l'ensemble soit opérationnel au mois de février 2027.

La transition entre l'ancien four et le nouveau supposera des interruptions de l'incinération nécessitant réorientation des boues. L'exploitant précise qu'en pareil cas il a recours à un prestataire qui les composte. (Il indique aussi que les graisses ne sont, elles, pas détournées mais stockées en attente).

Un tableau du rapport annuel 2024 de l'exploitant (p. 29) montre des teneurs des boues en PFOS (CAS 1763-23-1) de 16, 21 et 25 µg/kg de matière sèche sur des prélèvements des mois de mai, juin et juillet 2024. A ce moment, la limite de quantification pour les autres PFAS était de 10 µg/kg. L'inspection invite l'exploitant à inclure, dès à présent, la teneur en PFAS des boues dans les

critères de leur orientation, ce qui ne serait pas encore le cas, au vu des déclarations des personnes rencontrées. Les résultats commentés des mesures et les décisions d'orientation prises seront transmis à l'inspection des installations classées.

NB : si aucune valeur-limite française n'est encore définie, l'exploitant pourra utilement se référer, dans ses commentaires, et en explicitant son choix, aux valeurs-limites, données à titre indicatif, d'autres pays ou régions européens, telles que, par exemple :

Pays	Substances	Valeur (µg/kg MS) pour les boues
Autriche	PFOA + PFOS	100
Allemagne	PFOA + PFOS	100
Norvège	PFOA + PFOS	40
Suède	PFOS	120
Danemark	PFOA+PFOS+PFNA+PFHxS Somme des 22 PFAS*	10 400
Wallonie	PFOA+PFOS+PFNA+PFHxS+PFDA+PFHxA Somme des 22 PFAS*	40 400

* PFBS, PFPeS, PFHxS, PFHpS, PFOS, PFNS, PFDS, PFUnS, PFDoS, PFTrS, PFOSA, 6:2 FTS, PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFDA, PFUnDA, PFDoDA et PFTrDA

L'échéance de prélèvement des fumées pour leur teneur en PFAS (49 substances, norme XP X 43-126) est le 30/04/2027. Sauf imprévu, ce seront donc les fumées du nouveau four qui seront analysées.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30

Thèmes : Risques chroniques, Retombées

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.

Constats :

On précisera en préambule que les résultats transmis en 2025 de la surveillance des émissions de l'incinérateur suivant les paramètres de la surveillance environnementale ne montrent pas de non-conformités.

Surveillance ponctuelle des œufs de poules élevées sur le site

Les résultats des analyses ponctuelles sur les œufs ne montrent pas pour les composés recherchés (dioxines, PCB DL et NDL) de teneurs excédant les limites fixées par le règlement(UE) 2023/915 de la Commission du 25/04/2023 concernant les teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires (...). La mesure de l'iode ne dépasse pas la limite de quantification. (Rappel : il n'y avait déjà plus de poules sur le site lors de la dernière visite, au mois de janvier 2025, et il n'y en aura plus).

Surveillance environnementale

Les résultats de la surveillance environnementale au travers des prélèvements triennaux sur jauges OWEN sur deux points, de part et d'autre de l'incinérateur, pour l'année 2024, ne montrent pas de valeurs absolues préoccupantes des retombées de polluants organiques persistants (POP : dioxines et PCB) et de métaux

Pour ce qui est des métaux, le fer, le zinc et le nickel ressortent.

Au regard des faibles différences quantitatives entre les points placés de part et d'autres de l'incinérateur, le bureau d'études n'attribue pas les retombées mesurées à la seule activité de l'incinérateur. Il mentionne la présence d'autres sources susceptibles d'affecter l'environnement local

L'inspection demande que lors des prochains prélèvements sur jauges OWEN (en 2027 et ensuite), les mêmes points que ceux de la surveillance sur lichens soient surveillés.

La surveillance annuelle sur lichens, sur 5 points, confirme, pour 2024, l'absence de valeurs élevées de retombées. Le rapport conclut à la possible influence d'autres sources. Les points les plus affectés (métaux et POP) sont au sud de la station d'épuration, par vents dominants du sud et secondaires du nord. Ces points (« L2 » et « L6 ») sont placés au sud de de la station d'épuration.

En 2025, seuls des résultats sur Lichens sont disponibles. Ils montrent une situation comparable, avec des valeurs en recul. Aucune retombée préoccupante n'est rapportée. Des influences autres que celles de l'incinérateur sont toujours suspectées par le bureau d'études, au regard des retombées de PCB et de métaux. Les mêmes deux points, « L2 » et « L6 », apparaissent comme les plus touchés par ces deux dernières familles de polluants (surtout L2).

Rappel : une aciérie électrique, notamment émettrice de fer, de zinc et de nickel, mais aussi de dioxines et PCB est exploitée, en Allemagne, à environ 3,5 km au sud de la station d'épuration. L'incinérateur TREDI est également au sud, à une distance comparable, mais avec un débit de fumées rejeté bien moindre : 130 000 m³/h autorisés contre environ 2 000 000 m³/h pour l'aciérie (pour mémoire, le débit de fumées de l'incinérateur SOVEES est de l'ordre de 20 000 m³/h).

Type de suite proposée : Sans suite